

SantéPublique éditions a pour vocation de rendre accessibles au grand public des informations issues d'investigations journalistiques ou de recherches scientifiques dans le domaine de la santé publique, de la santé individuelle ou sur tout autre sujet d'intérêt général. Pour des conférences, des formations, des consultations personnalisées à domicile ou une intervention en entreprise sur la protection contre les champs électromagnétiques ou sur l'alimentation saine, nous écrire : 20, avenue de Stalingrad 94260 Fresnes. <www.santepublique-editions.fr>

SantéPublique éditions

Le 29 octobre 2011

Lettre ouverte à

Monsieur François Hollande

Madame Aurélie Filipetti

Monsieur Stéphane Le Foll

Monsieur Michel Sapin

Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Madame Eva Joly

Madame Cécile Duflot

Monsieur Yannick Jadot

Monsieur Jean-Vincent Placé

EE-LV, 247, Fbg St-Martin 75010 PARIS

Nos réf. : 11/039

Objet : **Sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**

Protéger les établissements scolaires contre les antennes-relais

Stopper la commercialisation des ampoules basse consommation fluocompactes

Mesdames, Messieurs,

La presse fait état de négociations PS/EE-LV concernant le nucléaire, basées sur des arguments de cuisine électorale (*Le Monde*, 29 octobre 2011, p. 8).

EE-LV renoncerait à exiger du PS la sortie du nucléaire, se satisfaisant de la fermeture d'une « demi-douzaine de centrales », en échange de « la garantie d'une quinzaine de circonscriptions » aux élections législatives de 2012 et de « l'introduction d'une part de proportionnelle ».

Je ne dois pas être la seule rendue perplexe par ces informations.

En effet, depuis la catastrophe de Fukushima survenue le 11 mars dernier au Japon, chacun sait que l'enjeu du nucléaire est **d'éviter à tous prix, sur le sol français, le cauchemar d'un accident qui ruinerait à jamais notre pays**, car « *l'accident nucléaire n'est limité ni dans l'espace ni dans le temps* » (*Bernard Laponche, physicien nucléaire, Global Chance*).

Si un tsunami ou un tremblement de terre sont improbables sur le sol français (quoique la centrale du Tricastin serait mise à mal en cas de nouveau séisme identique à celui survenu en Provence le 11 mars 1919, une date qui n'est pas si lointaine...), **la rupture de l'alimentation électrique ou de l'alimentation en eau, cause d'accident nucléaire, pourraient être causés, en France, par une tempête ou par la sécheresse**. Notre territoire n'est pas à l'abri d'un phénomène climatique exceptionnel aux conséquences dramatiques. Comme vous le savez, la catastrophe a été évitée de

justesse au Blayais en 1999, mais rien ne prouve que si un tel incident se reproduisait aujourd'hui, son issue serait encore favorable.

Car en effet, depuis plus de deux décennies, la **sous-traitance** a eu un tel **impact négatif sur les interventions de maintenance et les contrôles** qu'un retour à l'emploi direct des techniciens par EDF, bien qu'il soit nécessaire, ne suffirait pas à garantir la France contre un accident nucléaire (voir *Les dossiers du Canard Enchaîné* n° 121 : « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 47-49).

Si vos positions respectives devaient rester telles que décrites par *Le Monde*, en cas de victoire du PS en 2012, **la responsabilité personnelle de chacun d'entre vous serait très lourde** si un accident nucléaire se produit.

42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans en mai 2017 (voir les tableaux ci-joints ou en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**).

Le-La futur-e Président-e sera donc acculé-e à gérer le vieillissement du parc. Celui ou celle qui s'installera à l'Élysée en 2012 aura la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 30 ans, ou lancer la construction de nouveaux EPR, au coût unitaire de 6 milliards d'euros et dont nul ne sait *si et quand* ils fonctionneront (voir révélations des *Dossiers du Canard*, p. 42-44).

Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais et de **construire rapidement des centrales au gaz pour gérer la transition avec les énergies renouvelables** ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. **Combien de familles ne pourront plus se chauffer** dans cinq ou dix ans si le nucléaire, et son corollaire le chauffage électrique, restent le premier choix de la France ?

Si nous attendons 2017 pour élire un-e président-e avec un programme sérieux de sortie du nucléaire, il sera trop tard.

Une autre raison de préparer énergiquement cette sortie dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.**

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que nous avons encore, aujourd'hui, de l'eau potable au robinet. **Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.**

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de **refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre**, nous-mêmes, à nos enfants.

Monsieur Hollande, vous qui avez mis la jeunesse au cœur de vos préoccupations, comment pouvez-vous décider de lui imposer ce fardeau ? Pour « ré-enchanter » véritablement son avenir, vous devez ôter cette épée de Damoclès qui lui obscurcit l'horizon !

Le recours aux **énergies renouvelables** est la **seule option durable**. Et la France dispose du **premier gisement éolien et solaire** d'Europe.

De plus, j'attire votre attention sur le fait que les pays qui n'investissent pas, dès aujourd'hui, dans les énergies renouvelables (Recherche & développement, fabrication) **seront un jour définitivement dépendants** de ceux qui ont compris la nécessité économique d'un tel virage, comme l'Allemagne ou la Chine.

Afin d'alimenter vos réflexions sur le sujet, vous trouverez ci-joint le **palmarès multifactoriel des 29 très grandes villes à risque nucléaire**, ainsi que plusieurs articles issus de l'enquête menée depuis la catastrophe de Fukushima (*Risque nucléaire : Et la France ?*, *Réagir en situation d'urgence*, *Centrale de Fort Calhoun inondée aux USA : Daddy's capitalism is over*, *Lettre ouverte adressée au Premier ministre François Fillon le 5 juillet 2011 – restée sans réponse –*, *lettre adressée le 7 septembre 2011 aux maires de 69 villes exposées au risque nucléaire*).

Je me permets également d'attirer votre attention sur le fait que les bouleversements climatiques en cours n'affectent plus désormais uniquement des zones rurales ou des pays pauvres, comme ce fut le cas durant notre enfance.

Pour preuve, les inondations qui menacent actuellement la mégalopole thaïlandaise de Bangkok (9 millions d'habitants) jusqu'en son centre. L'article publié p. 24 du journal *Le Monde* du 29 octobre 2011 nous apprend que « *la catastrophe était redoutée de longue date par les experts* » et que « *[son] anticipation avait été superbement ignorée par les gouvernements précédents* ». Et que la nouvelle Cheffe du gouvernement Yingluck Shinawatra doit affronter cette situation « *à peine plus de deux mois* » après avoir pris ses fonctions.

Le Premier ministre japonais Naoto Kan était également en fonction depuis **moins de six mois** quand il a dû faire face à l'accident nucléaire de Fukushima. Le-la prochain-e président-e français-e serait bien avisé-e de prendre en compte une telle éventualité...

Le 28 avril 2011, à Clichy-la-Garenne (92), lors de la conférence de presse que François Hollande a tenue après son meeting, je lui ai demandé s'il était « *prêt à endosser les habits de Naoto Kan ?* ».

Sa réponse a été la suivante : « *S'il y a un accident dans une centrale, on la ferme* ».

À Fukushima, les Japonais aimeraient bien fermer la centrale. Ils ont dû perdre les clés dans l'explosion. À Fort Calhoun aux USA, centrale inondée par une crue du Missouri depuis juin 2011, les clés pour fermer la centrale ont sans doute été noyées...

Et en France à Marcoule, comment fermer le four qui a explosé le 12 septembre dernier ? (voir l'article du *Canard Enchaîné* du 26 octobre 2011, p. 5). Au Tricastin, comment fermer le transformateur principal du réacteur n° 1, incendié le 2 juillet dernier ?

Je profite de la présente pour vous transmettre également des informations concernant deux autres préoccupations majeures en termes de santé publique : la **téléphonie mobile** et les **ampoules basse consommation fluocompactes**.

Le 31 mai dernier, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), qui dépend de l'OMS, a classé les **radiofréquences** comme « **cancérogènes possibles pour l'homme** », leur attribuant le même degré de cancérogénicité que les champs magnétiques de basses fréquences (50 hertz, électricité), ainsi classifiées depuis dix ans (voir ci-joint *L'OMS déclare le téléphone portable cancérogène. Qui sont les cobayes ?*).

Ces radiofréquences incluent les émissions des antennes-relais et des téléphones portables, du wifi et bientôt de la 4G.

C'est pourquoi je vous invite à lire avec attention le dossier ci-joint des **décès d'enfants près des antennes-relais** de téléphonie mobile et à regarder le documentaire *Mauvaises ondes* diffusé sur France 3 le 18 mai dernier (en lien direct sur www.santepublique-editions.fr).

Quant aux **ampoules basse consommation**, elles contiennent du **mercure** (neurotoxique à doses infinitésimales, qui traverse la barrière placentaire et provoque le retard cérébral) et émettent des **radiofréquences** (cancérogènes possibles), des **UV** (cancérogènes certains) et des **champs magnétiques** (cancérogènes possibles). Elles représentent un **véritable désastre environnemental et sanitaire** (voir le dossier *Ampoules basse consommation : progrès ou désastre ?*).

Dans le reportage diffusé sur France 2, le 28 avril 2011 (en lien direct sur notre site), l'Association Robin des Bois révèle que les ampoules fluocompactes collectées ne sont pas recyclées mais seulement **brisées et mises dans des sacs**, dans une usine en France. L'usine étant déjà pleine de sacs, le stockage se fait désormais dehors, en plein air et sous la pluie... Les campagnes de publicité de Recylum, la société chargée de leur collecte, sont donc mensongères et devraient être interdites.

Devant l'ampleur et la gravité de la contamination mercurielle irréversible provoquée par les centaines de millions d'ampoules mises sur le marché, j'ai pris l'initiative de lancer en juillet dernier, une **pétition adressée à François Fillon** (ci-jointe). Je souhaite vivement que les **grandes associations environnementales se mobilisent** dans ce sens au lieu de continuer à promouvoir ces ampoules (Greenpeace, WWF), de façon tout à fait incompréhensible.

À vous qui prendrez peut-être le pouvoir en 2012, je demande **d'inclure à votre programme leur interdiction** et la **ré-autorisation des ampoules à incandescence**, les seules qui soient inoffensives tant au moment de la fabrication, que pendant l'utilisation, et en tant que déchets. (Contrairement aux LED et aux ampoules basse consommation halogènes ; écouter à ce sujet le topo sonore *Par quoi remplacer les ampoules basse consommation fluocompactes* sur le site santepublique-editions.fr).

En 2011, en France, **1 000 nouveaux cas de cancer sont diagnostiqués chaque jour**, selon l'Institut de Veille Sanitaire. Le cancer est devenu la première cause de mortalité prématurée (avant 65 ans). Les **substances dangereuses** dont la mise sur le marché est autorisée (pesticides, aspartame, Bisphénol A, mercure...) et les radiofréquences (téléphones portables et leurs antennes-relais, téléphones sans fil d'intérieur DECT, wifi, TNT, et bientôt 4G et Linky, le nouveau compteur EDF) **ont donc déjà un effet morbide épidémique**.

Les électeurs n'attendent-ils pas de vous que vous proposiez des solutions à ces problèmes que les préoccupent **en vous attaquant spécifiquement à leurs causes** ?

Nous, les 40-60 ans, qui détenons aujourd'hui le pouvoir, portons la responsabilité de l'avenir de notre société.

Nos décisions façonnent les cerveaux des jeunes. Je ne vous cache pas avoir été atterrée, en janvier dernier, d'entendre sur un salon, au stand d'une école d'optique qui ouvre prochainement une nouvelle formation « audio-prothésiste », un jeune de 20 ans me dire : « *J'ai plein de copains qui veulent faire ce métier parce qu'ils savent qu'il y aura du boulot, avec les effets des téléphones portables et des Ipod* ».

Ainsi notre négligence d'adultes à protéger la santé se transforme, à la génération suivante, en cynisme.

Est-ce vraiment cet exemple que nous voulons montrer, cette voie que nous voulons tracer et cet avenir que nous voulons construire ?

Notre génération qui n'a eu ni froid ni faim considère l'accessoire comme indispensable. Chaque appareil sans fil branché en permanence, comme une *box* wifi ou un téléphone DECT, consomme autant qu'un réfrigérateur : 150 kilowattheures par an.

Le nucléaire et l'explosion des cancers non liés à l'alcool et au tabac sont deux sujet connexes qui appellent les mêmes solutions : réduire l'utilisation des appareils électriques et électroniques (à domicile, dans l'espace urbain et les transports en commun, les lieux publics, les commerces...), pour réduire à la fois le besoin en électricité et l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques et aux radiofréquences délétères.

Pour terminer, permettez-moi de **vous alerter** sur un phénomène qui me semble imparfaitement reflété par les sondages : la montée des intentions de vote pour le Front national. Le désamour des Français pour Nicolas Sarkozy est tel, y compris pour les électeurs de droite, que la difficulté principale de la gauche en 2012 ne sera pas de battre Sarkozy, mais de **battre Le Pen**.

Le 11 juin 2011, après son discours sur la place de l'Hôtel de Ville de Paris lors de la manifestation organisée par le réseau Sortir du nucléaire, j'ai fait observer à Aurélie Filipetti que **les antinucléaires ne voteront pas PS** au premier tour si le PS ne propose pas la sortie du nucléaire, risquant ainsi **un nouveau « 21 avril »**. Elle m'a répondu : « *Nous en sommes conscients* ».

Le tour pris par les négociations PS / EE-LV ne semble pas le montrer, et c'est inquiétant car Marine Le Pen, elle, a viré sa cuti sur le nucléaire, selon *Les dossiers du Canard Enchaîné* Hors série n° 120 qui lui sont consacrés (p. 30). Elle qui affirmait, au soir des élections cantonales en mars 2011 : « *La France ne peut pas se passer du nucléaire* » prétend désormais que la sortie du nucléaire est « *un objectif qu'il faut avoir à l'esprit, parce que c'est une énergie énormément dangereuse* ».

Même s'il s'agit d'un retournement « *purement tactique* » selon *Le Canard*, il prouve qu'elle prend en compte les **60 % de Français qui veulent sortir du nucléaire**. Ni le PS, ni l'accord PS / EE-LV n'en font autant. Pourquoi ?

Pour ce qui concerne l'argument pro-nucléaire concernant le « fleuron industriel de la France » et l'appartenance de la France aux grands pays du fait de sa détention de la bombe nucléaire, tout cela serait définitivement balayé par un accident nucléaire. **Un pays qui a subi un accident majeur ne dispose même plus de l'arme de la dissuasion nucléaire, car il ne peut plus envisager d'utiliser une bombe nucléaire**. C'est ainsi que la guerre froide a pris fin trois ans après la catastrophe de Tchernobyl et que l'empire soviétique s'est effondré. Si la France veut rester dans la cour des grands pays, elle doit **se garantir contre un accident nucléaire. La meilleure garantie contre la catastrophe est la sortie du nucléaire civil avant la prochaine catastrophe**.

Je ne prétends pas être un institut de sondage, mais je prends sans cesse le pouls autour de moi, au hasard de nombreuses rencontres.

La catastrophe de Fukushima a fait grossir les rangs tant des indécis que des antinucléaires. J'ai même rencontré un homme qui se définissait lui-même comme « *nucléocrate* » et qui m'a dit que Fukushima avait « *changé sa vision du nucléaire* ».

C'est pourquoi je me permets de vous mettre en garde : qui veut gagner en 2012 ne peut occulter **l'impact de Fukushima sur les intentions de vote** des Français. Prendre des engagements de sortie du nucléaire est une condition de rassemblement des forces de gauche par le PS, celles qui ne sont pas allées voter aux primaires PS. Contrairement à l'affirmation de Jean-Luc Mélenchon le 17 octobre, ce n'est pas « *[s]on électorat* » qui a voté Montebourg : son électorat, constitué des déçus de l'exercice du pouvoir par le PS, n'a *pas* participé aux primaires.

Sans un engagement de sortie du nucléaire, de nombreux électeurs de gauche feront faux bond au PS tant au premier qu'au deuxième tour des présidentielles. Soit en s'abstenant, soit en votant Front national. (Il convient également de tenir compte de l'effet désastreux de la gestion de l'affaire DSK par les caciques du PS, qui subsistera tant que DSK ne sera pas exclu du PS).

Plus qu'un vote « sanction », c'est une envie de « chaos » et d'électrochoc qui anime beaucoup de jeunes et de moins jeunes.

Pour ma part, j'ai appelé à voter Martine Aubry entre les deux tours des primaires PS en raison de sa **position claire sur la sortie du nucléaire**.

En effet, **si un accident nucléaire survient en France, ce ne sera plus la peine de mener aucun autre combat...**

J'espère que vous tiendrez compte de ces observations et que **vous réviserez votre position commune sur le nucléaire.**

Personne ne taxera François Hollande de « mollesse » si vous prenez les décisions éclairées, raisonnées et de bon sens que le peuple attend de vous en matière de nucléaire ! En revanche, si vous maintenez les termes de votre accord, **la crédibilité d'EE-LV sera sérieusement et durablement entachée.**

Dans l'attente votre réponse, je vous prie de recevoir, Mesdames, Messieurs, mes meilleures salutations.

Annie Lobé

Journaliste scientifique

Pièces jointes :

1. *Palmarès des villes à risque nucléaire et âge des réacteurs français.*
2. Articles : *Risque nucléaire : Et la France ? ; Réagir en situation d'urgence ; Centrale inondée aux USA : Daddy's capitalism is over*
3. *Lettre ouverte adressée le 5 juillet 2011 à M. François Fillon, Premier ministre*
4. *Lettre adressée aux maires des 69 plus grandes villes à risque nucléaire, 07/09/11*
5. *L'OMS déclare le téléphone portable cancérigène. Qui sont les cobayes ?*
6. *Dossier Quatre cancers du tronc cérébral chez l'enfant à St-Cyr-l'École et à Ruitz* (adressé à François Hollande et à Eva Joly. Ce document est en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**)
7. *Ampoules basse consommation : Progrès ou désastre*
8. *Pétition pour l'interdiction des ampoules basse consommation*

SantéPublique éditions

Le 10 novembre 2011

Lettre ouverte à

Madame Laurence Rossignol

Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Monsieur Denis Baupin

EE-LV, 247, Fbg St-Martin 75010 PARIS

Nos réf. : 11/041

Objet : **Sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**

Protéger les établissements scolaires contre les antennes-relais

Stopper la commercialisation des ampoules basse consommation fluocompactes

Madame, Monsieur,

Vous êtes en charge des négociations PS/EE-LV concernant le nucléaire (selon *Le Monde* du 9 novembre 2011, p. 8 et selon l'attachée de presse d'Eva Joly, rencontrée le 5 novembre au salon Marjolaine).

Vous auriez donc dû figurer parmi les destinataires de ma lettre datée du 29 octobre, que vous trouverez ci-jointe.

François Hollande a annoncé ce lundi 7 novembre sa décision de ne pas renoncer à la construction de l'EPR à Flamanville.

J'attire votre attention sur le coût de cette construction, 6 milliards d'euros et sur le fait que nul ne sait *si* et *quand* elle fonctionnera (voir les révélations des *Dossiers du Canard Enchaîné* n° 121 : « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 42-44).

Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais afin d'éviter que la France ne se couvre de ridicule, à l'heure où nos plus proches voisins (Allemagne, Italie, Suisse, Belgique) ont déjà acté qu'ils se détournent du nucléaire ?

De retour de Tokyo, une japonaise a annoncé lundi 7 novembre lors de la réunion du groupe Sortir du nucléaire Paris qu'**au Japon, 43 des 54 réacteurs sont d'ores et déjà arrêtés**. Les réacteurs encore en fonctionnement seront tous arrêtés au printemps prochain pour des contrôles, et ne redémarreront peut-être pas. Si tel est le cas, le Japon sera **sorti du nucléaire en un an après la catastrophe**.

Par ailleurs, le gouvernement japonais envisage de **construire**, dans une zone moins menacée par les séismes, **une réplique de la ville de Tokyo** ne comprenant que les infrastructures nécessaires pour faire fonctionner le pays et des espaces de loisir. **Seules les personnes faisant fonctionner les institutions** auront le droit d'y pénétrer (*Direct Matin*, 7 novembre 2011, p. 2). Ce sauve-qui-peut des élites est-il la réponse aux niveaux de radioactivité de plus en plus élevés mesurés dans la capitale située à

250 km seulement de la centrale en perdition à Fukushima ? Cela en dit long sur le caractère incontrôlé, voire désespéré, de la situation. Quant aux 13 millions d'habitants de Tokyo, ils apprécieront d'être voués à la contamination quand les oligarques se seront mis à l'abri.

En cas d'accident à la centrale de Nogent-sur-Seine, située à **seulement 95 km** de Paris et **en amont sur la Seine, l'eau du robinet** sera très rapidement contaminée chez les **11,7 millions d'habitants** de la région parisienne. Ils pourront certes boire de l'eau en bouteille, mais comment feront-ils pour se laver ? Les deux réacteurs de cette centrale auront trente ans en **février 2018** et **mai 2019**. Bientôt !

C'est pourquoi je vous invite à intégrer à vos réflexions les informations fournies par Bella et Roger Belbéoc'h dans leur livre *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe* (L'esprit frappeur, 1998, réédité en 2002), dont voici un extrait (p. 76-77) :

« Sortir rapidement du nucléaire implique de ne poser aucune condition préalable à cette sortie, ni sur le mode de vie (économies d'énergies), ni sur le développement d'énergies nouvelles dites renouvelables (vent, marées, solaire, géothermie, etc.). Ces énergies ne peuvent pas, actuellement, remplacer l'énergie nucléaire. (...) Toute référence exclusive aux énergies renouvelables pour sortir de l'impasse nucléaire a pour conséquence la justification et le maintien de l'énergie nucléaire pendant longtemps. Ceci est totalement inacceptable.

Une stratégie de sortie rapide du nucléaire, pour être crédible et acceptable pour la population, ne doit compter que sur les technologies directement utilisables actuellement, c'est-à-dire, outre l'hydraulique, la production d'énergie électrique à partir des combustibles fossiles : **le fioul, le gaz et le charbon**. Et cela n'est pas délirant puisque la plus grande partie de l'énergie électrique utilisée dans les pays industrialisés provient de ces technologies. Avec ou sans énergie nucléaire, la consommation d'énergie non renouvelable ne pourra pas durer éternellement sur la planète. Il faudra bien que notre société affronte ce problème (...). Mais le développement ou l'arrêt du nucléaire en France affecte relativement peu les données de ce problème fondamental. Ce sur quoi nous insistons est qu'il n'est pas raisonnable de brandir cette question pour retarder la sortie. (...)

Les dangers de l'énergie nucléaire vis-à-vis de la santé de la population et de la vie sociale (actuelles et futures) doivent être l'élément essentiel de la décision. **Nous devons prendre en compte la survie et la vie de la société.**

Les conditions économiques devraient être marginales. Les coûts financiers de la sortie du nucléaire (...) ne peuvent être

en compétition avec la protection de la santé et de la vie de la population. »

Ces deux auteurs expliquent ensuite qu'**EDF dispose d'une importante capacité de production électrique sur le territoire français par des centrales existantes au fioul, au charbon et au gaz.**

Ils ajoutent enfin que (p. 89-90) :

« L'énergie nucléaire ne dépasse pas 5 % de l'énergie totale consommée dans le monde. L'abandon de l'énergie nucléaire dans tous les pays **ne pourrait qu'augmenter de 5 % la production des gaz à effet de serre** [due au recours au charbon, fioul et gaz]. (...)

Cet effet de serre ne sera guère sensible à ce très faible excès dû à l'arrêt mondial de l'énergie nucléaire. »

Souvenons-nous également que **l'énergie nucléaire produit en grandes quantités un gaz à effet de serre, la vapeur d'eau**, que les climatologues ne semblent pas avoir songé à quantifier et à modéliser, de même qu'ils n'ont pas intégré dans leurs calculs **la chaleur directement produite par les centrales**. Or, elle est si importante qu'à Fukushima, il a suffi de 10 heures d'arrêt des systèmes de refroidissement pour que l'élévation de température des cœurs de réacteurs entraîne leur début de fusion, puis les explosions et réactions en chaîne qui ont conduit à la catastrophe (voir l'enquête en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**).

De surcroît, **le nucléaire consomme d'énormes quantités d'eau** (40 % de la consommation mondiale d'eau, à vérifier), dont il **élève la température**. La contribution de la production électrique nucléaire au **réchauffement des océans** n'a pas non plus été quantifiée par les climatologues.

Seule une prise en compte correcte de ces faits pourrait valider ou invalider l'hypothèse que **l'arrêt du nucléaire est en réalité un moyen efficace de lutte contre le réchauffement des océans et du climat**, contrairement aux arguments écologiques brandis par les nucléocrates.

En tout état de cause, la France doit absolument **se garantir contre un accident nucléaire. L'arrêt de ses 58 réacteurs est la seule assurance de cette garantie.**

Dans l'attente votre réponse, je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Annie Lobé

Journaliste scientifique

Copies à : Les destinataires de la lettre du 29 octobre 2011,

Pièces jointes :

1. *Palmarès des villes à risque nucléaire et âge des réacteurs français.*

2. Articles : *Risque nucléaire : Et la France ? ; Réagir en situation d'urgence ; Centrale inondée aux USA : Daddy's capitalism is over*
3. *Lettre ouverte adressée le 5 juillet 2011 à M. François Fillon, Premier ministre*
4. *Lettre adressée aux maires des 69 plus grandes villes à risque nucléaire, 07/09/11*
5. *L'OMS déclare le téléphone portable cancérigène. Qui sont les cobayes ?*
6. Dossier *Quatre cancers du tronc cérébral chez l'enfant à St-Cyr-l'École et à Ruitz* (adressé à François Hollande et à Eva Joly. Ce document est en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**)
7. *Ampoules basse consommation : Progrès ou désastre*
8. *Pétition pour l'interdiction des ampoules basse consommation*

Annie Lobé à François Hollande,
le 18 novembre 2011 (6 pages)

“Nous sommes dans la catastrophe”

C'est ce qu'a déclaré le Ministre de l'environnement japonais à Corinne Lepage, lorsqu'elle s'est rendue à Tokyo en août dernier. “Le gouvernement japonais ne sait pas à quelle profondeur sont les trois cœurs de réacteurs en fusion à Fukushima”, a affirmé la candidate aux élections présidentielles, qui a lancé : “Il faut sortir du nucléaire !”, lors d'une conférence au salon Marjolaine le samedi 12 novembre 2011.

Mais à la question : “Quel est votre calendrier opérationnel de sortie du nucléaire, région par région ?”, l'eurodéputée a botté en touche : “Je ne suis pas en mesure de vous répondre. Je ne peux pas vous dire si ce sera 2028, 2032 ou 2039.”

Cette candidate n'a semble-t-il pas encore dépassé le stade des incantations...

Thierry Salomon, de l'Institut Négawatts, auteur du scénario de sortie du nucléaire dont se réclament Eva Joly et Jean-Luc Mélenchon, deux candidats favorables à la sortie du nucléaire, a répondu aux questions d'Annie Lobé au salon Marjolaine après sa conférence conjointe avec Corine Lepage.

Il “ne voit pas l'utilité” d'un calendrier de sortie du nucléaire région par région. L'actuelle architecture du réseau de production électrique, qui comporte des centrales réparties dans les différentes régions, occasionne déjà des pertes de l'ordre de 11 %. Mais il ne voit pas de problème à faire venir de l'électricité produite en Bretagne dans la région lyonnaise en cas de fermeture de la vieille centrale du Bugey (32 ans) située à seulement 20 kilomètres de Lyon, par exemple. De plus, son nouveau scénario rendu public cet automne prévoit une durée de vie des centrales “jusqu'à 40 ans”.

Il prépare un livre à paraître en janvier 2012. Souhaitons qu'il y envisage un autre scénario que celui qui consiste à sortir du nucléaire après la catastrophe, ou qu'il cesse d'être considéré comme le messie de la sortie du nucléaire par les candidats à la présidentielle !

Au Japon, 43 des 54 réacteurs sont actuellement à l'arrêt. “Les Japonais ont réduit leur consommation électrique de 28 %”, révèle

Corinne Lepage. Comment ? “En faisant fonctionner un escalator sur deux, un ascenceur sur deux. Les publicités ne sont pas éclairées la nuit et les secteurs industriels travaillent à tour de rôle : par exemple les lundis et mardis, c’est la sidérurgie, les mercredis et jeudis, c’est l’automobile, etc.”

Les 11 réacteurs encore en fonctionnement seront tous arrêtés au printemps 2012 pour des contrôles et ne redémarreront peut-être pas. Si tel est le cas, le Japon sera sorti du nucléaire en un an *après* la catastrophe.

Par ailleurs, le gouvernement japonais envisage de construire, dans une zone moins menacée par les séismes, une réplique de la ville de Tokyo ne comprenant que les infrastructures nécessaires pour faire fonctionner le pays et des espaces de loisir. Seules les personnes faisant fonctionner les institutions auront le droit d’y pénétrer (*Direct Matin*, 7 novembre 2011, p. 2). Ce sauve-qui-peut des élites est-il la réponse aux niveaux de radioactivité de plus en plus élevés mesurés dans la capitale située à 250 km seulement de la centrale en perdition à Fukushima ? Cela en dit long sur le caractère incontrôlé, voire désespéré, de la situation. Les treize millions d’habitants de Tokyo n’apprécieront sûrement pas d’être voués à la contamination quand les oligarques se seront mis à l’abri.

En cas d’accident à la centrale de Nogent-sur-Seine, située à seulement 95 km de Paris et en amont sur la Seine, l’eau du robinet sera très rapidement contaminée chez les 11,7 millions d’habitants de la région parisienne. Dans cette situation, on peut boire de l’eau en bouteille, mais comment fait-on pour se laver ? Les deux réacteurs de cette centrale auront 30 ans en février 2018 et mai 2019. Bientôt !

Il peut s’avérer utile d’intégrer à la réflexion sur les modalités de sortie du nucléaire les informations fournies par Roger et Bella Belbéoc’h dans leur livre *Sortir du nucléaire, c’est possible avant la catastrophe* (L’esprit frappeur, 1998, réédité en 2002), dont voici des extraits (p. 76-77) :

“Sortir rapidement du nucléaire implique de ne poser aucune condition préalable à cette sortie, ni sur le mode de vie (économies d’énergie), ni sur le développement d’énergies nouvelles (vent, marées, solaire, géothermie, etc.) Ces énergies ne peuvent pas actuellement remplacer l’énergie nucléaire. Toute référence exclusive aux énergies renouvelables a pour conséquence la justification et le maintien de l’énergie nucléaire pendant longtemps. Ceci est totalement inacceptable.

“Une stratégie de sortie rapide du nucléaire, pour être crédible et acceptable par la population, ne doit compter que sur les énergies directement utilisables actuellement, c’est-à-dire, outre l’hydraulique, la production d’énergie électrique à partir des combustibles fossiles : le fioul, le gaz et le charbon. Et cela n’est pas délirant puisque la majeure partie de l’énergie électrique utilisée dans les pays industrialisés provient de ces technologies. Avec ou sans énergie nucléaire, la consommation d’énergie non renouvelable ne pourra pas durer éternellement sur la planète. Il faudra bien que notre société affronte ce problème (...). Mais le développement ou l’arrêt du nucléaire en France affecte relativement peu ce problème fondamental. Ce sur quoi nous insistons est qu’il n’est pas raisonnable de brandir cette question pour retarder la sortie. (...)

“Les dangers de l’énergie nucléaire vis-à-vis de la santé de la population et de la vie sociale (actuelles et futures) doivent être l’élément essentiel de la décision. Nous devons prendre en compte la survie et la vie de la société.

“Les conditions économiques devraient être marginales. Les coûts financiers de la sortie du nucléaire (...) ne peuvent être en compétition avec la protection de la santé et de la vie de la population.”

Ces deux auteurs expliquent ensuite qu’EDF dispose d’une importante capacité de production électrique sur le territoire français par des centrales existantes au fioul, au charbon et au gaz. Ils ajoutent (p. 89-90) que :

“L’énergie nucléaire ne dépasse pas 5 % de l’énergie totale consommée dans le monde. L’abandon de l’énergie nucléaire dans tous les pays ne pourrait qu’augmenter de 5 % la production des gaz à effet de serre [due au recours au fioul, charbon et gaz]. (...)

“Cet effet de serre ne sera guère sensible à ce très faible excès dû à l’arrêt mondial de l’énergie nucléaire.”

Souvenons-nous également que l’énergie nucléaire produit en grandes quantités un gaz à effet de serre, la vapeur d’eau, que les climatologues ne semblent pas avoir songé à quantifier et à modéliser, de même qu’ils n’ont pas introduit dans leurs calculs la chaleur directement produite par les centrales. Or, elle est si importante qu’à Fukushima, il a suffi de 10 heures d’arrêt des systèmes de refroidissement pour que l’élévation de température des cœurs de réacteurs entraîne leur début de fusion, puis les explosions et

réactions en chaîne qui ont conduit à la catastrophe (voir [l'enquête d'Annie Lobé sur www.santepublique-editions.fr](#)).

De surcroît, le nucléaire consomme d'énormes quantités d'eau (40 % de la consommation d'eau mondiale, à vérifier), dont il élève la température. La contribution de la production électrique nucléaire au réchauffement des océans n'a pas non plus été quantifiée par les climatologues.

Seule une prise en compte correcte de ces faits pourrait valider ou invalider l'hypothèse que l'arrêt du nucléaire est en réalité un moyen efficace de lutte contre le réchauffement des océans et du climat, contrairement aux arguments écologiques brandis par les nucléocrates.

Les antinucléaires doivent démasquer ceux qui prétendent vouloir sortir du nucléaire, tout en prônant que l'on y reste... jusqu'à la catastrophe.

Car la France doit absolument se garantir contre un accident nucléaire. Et l'arrêt du nucléaire est la seule assurance de cette garantie.

18 novembre 2011.

Palmarès en 2025 des 29 très grandes villes à risque nucléaire

18 novembre 2011 : L'annonce de l'accord PS/EE-LV sur la fermeture de 24 réacteurs nucléaires d'ici 2025 a suscité les réactions indignées de la presse pronucléaire (éditorial d'Etienne Mougeotte à la Une du Figaro le 16 novembre fustigeant une "faute") et des caciques de la majorité, tels le Premier ministre François Fillon qui a accusé mardi 15 novembre à l'Assemblée François Hollande de "vouloir sacrifier l'un des rares avantages compétitifs de la France par rapport aux autres pays européens".

Mais quel âge aurons les 58 réacteurs français en 2025 ? Nous avons projeté à cette date notre palmarès des villes à risque nucléaire (ci-joint) : 34 réacteurs (9 centrales) auront plus de 40 ans et 20 réacteurs (8 centrales) auront plus de 30 ans. Seules 2 centrales (4 réacteurs) auront moins de 30 ans. C'est l'assurance d'une catastrophe nucléaire en France !

La métropole lyonnaise explosera le compteur avec 6491 points. Le risque nucléaire augmentera de plus de 50 % dans Paris et sa banlieue

(1252 points), à Limoges (23), Tours (71), Clermont-Ferrand (44), Amiens (39), Caen (19), Reims (52) et Charleroi en Belgique (117). Les villes les plus exposées voient leur risque augmenter de près de moitié : Mulhouse (884), la métropole lilloise (716), Bâle en Suisse (605), Strasbourg (498), Bordeaux (407), Marseille (378), Saint-Etienne (276), Orléans (242), Nantes (195), Le Mans (165), Nîmes (127), Le Havre (126), Valence (125), Metz (124), Grenoble (105), Aix-en-Provence (71), Rouen (74), Toulouse (59), Nancy (45) et Rennes (23).

Si le PS ne met à l'arrêt que 24 des 34 réacteurs qui auront plus de 40 ans en 2025, 10 d'entre eux continueront à fonctionner 10 ans de plus que leur limite prévue de fonctionnement. C'est *aussi* l'assurance d'une catastrophe !

Quant à l'épouvantail des suppressions d'emploi, il occulte la nécessaire reconversion des salariés du nucléaire vers le démantèlement des centrales mises à l'arrêt. Pour ce qui concerne "l'indépendance énergétique" de la France prétendument assurée par le nucléaire, nous ne savions pas que le Niger, où est produit l'uranium exploité dans les centrales françaises, était une colonie française...

Si le PS et l'UMP continuent de prêter l'oreille aux nucléocrates, il n'y a pas qu'à Paris que les Français auront un jour de l'eau radioactive au robinet...

Ce n'est pas votre programme pour l'avenir ? Pour le faire comprendre au PS et aux Verts, rejoignez les 25.000 personnes qui ont signé en trois jours la cyber-pétition du réseau Sortir du nucléaire.

Palmarès multifactoriel des 29 très grandes villes à risque nucléaire

18 novembre 2011 : Plus de 18 millions de Français vivent dans une ville exposée au risque d'accident d'une centrale nucléaire. Nous avons évalué ce risque en intégrant des facteurs multiples : distance, risque naturel, nombre de réacteurs, nombre moyen d'incidents par réacteur, âge, nombre d'habitants menacés. La métropole lyonnaise, située à 20 et 30 Km de Bugey et de Saint Alban, remporte la palme avec 3325 points devant Paris et sa banlieue (800 points), Mulhouse (636) et la métropole lilloise (495). Viennent ensuite Strasbourg (359), Bordeaux (279), Marseille (265), Saint-Etienne (182), Orléans (161), Nantes (129), Le Mans (109). Suivent Nîmes (89), Valence (84), Le Havre (79), Metz (78), Grenoble (75), Aix-en-Provence (50), Rouen (45), Tours (41), Toulouse (35), Nancy (29), Clermont-Ferrand (28),

Amiens (23), Reims (22), Rennes (15), Caen (12) et Limoges (10). Les centrales françaises menacent également deux très grandes villes européennes : Bâle en Suisse (436 points) et Charleroi en Belgique (54 points).

Monsieur Hollande, pensez-vous que l'avenir nucléaire de la France se joue contre 15 ou 30 places de députés à 40.000 euros par mois ?

De votre réponse à cette question dépend la survie de nombreuses personnes...

Annie Lobé, journaliste scientifique.

Pièces jointes :

- Palmarès en 2025 des très grandes villes à risque nucléaire (3 pages, 18.11.11)
- Palmarès multifactoriel des très grandes villes à risque nucléaire (3 pages, 18.11.11)

Source : www.santepublique-editions.fr

SantéPublique éditions a pour vocation de rendre accessibles au grand public des informations issues d'investigations journalistiques ou de recherches scientifiques dans le domaine de la santé publique, de la santé individuelle ou sur tout autre sujet d'intérêt général. Pour des conférences, des formations, des consultations personnalisées à domicile ou une intervention en entreprise sur la protection contre les champs électromagnétiques ou sur l'alimentation saine, nous écrire : 20, avenue de Stalingrad 94260 Fresnes. <www.santepublique-editions.fr>

SantéPublique éditions

Le 23 janvier 2012

Lettre ouverte à

Monsieur François Hollande
Candidat à l'élection présidentielle

Lettre recommandée AR n°

Siège de Campagne
59, avenue de Ségur
75007 PARIS

Objet : **Sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**

Monsieur,

Vous avez maintes fois affirmé que vous êtes « opposé à la sortie du nucléaire » et promettez, si vous êtes élu en mai prochain, de **seulement réduire la part du nucléaire dans la production électrique française de 75 à 50 % à l'horizon 2025**.

Vous avez sans doute remarqué que les élections présidentielles françaises se gagnent au premier tour : celui qui arrive premier au 1^{er} tour l'emporte au second tour. Pour l'emporter en mai 2012, il vous faudra donc **convaincre de voter pour vous dès le premier tour** le plus grand nombre possible d'électeurs de gauche.

Tous vos concurrents de gauche se sont clairement **positionnés en faveur d'une sortie du nucléaire** à plus ou moins longue échéance (de 10 ans pour le NPA à 30 ans pour EE-LV), précédée ou non d'un débat national (Parti de Gauche et PC, réunis derrière un même candidat). Je trouve leurs propositions intéressantes, mais leurs chances d'être en position de les réaliser sont bien maigres (sans parler de LO, qui se contenterait de la nationalisation du secteur de l'énergie, au prétexte que cela serait une garantie de sûreté suffisante, ce qui ne me paraît pas correspondre à la réalité).

Pour ma part, **j'envisagerai sérieusement d'apporter mon suffrage à votre candidature présidentielle dès le premier tour et j'appellerai à voter pour vous si et seulement si vous acceptez de prendre en compte la nécessité de sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**.

En effet, **en 2025, 34 réacteurs auront plus de 40 ans** (9 centrales) et **20 réacteurs auront plus de 30 ans** (8 centrales). Seuls 4 réacteurs auront moins de 30 ans (2 centrales).

Et compte tenu de **l'usure de pièces impossibles à remplacer**, à laquelle s'ajoutent les **aléas climatiques** susceptibles de causer un accident nucléaire majeur, même si

vous menez à bien votre programme de fermeture de **seulement 15 réacteurs d'ici 2025**, ce sera **l'assurance d'une catastrophe nucléaire en France !**

Et si ces « vieilles » centrales sont remplacées par des EPR, fonctionnant au MOX, lequel contient du plutonium, la gravité des accidents à venir sera encore augmentée.

Or, vous ne pouvez ignorer que depuis le 11 mars 2011, Fukushima a changé la donne nucléaire : désormais, même les *nucléocrates* savent que **la France est dans le peloton de tête des candidats à l'accident grave.**

C'est **ce qu'a révélé l'Autorité de sûreté nucléaire** dans son rapport du 3 janvier 2012, qui préconise d'équiper d'un **générateur diesel « d'ultime secours »** (coût unitaire : 50 millions d'euros) et d'un **circuit d'alimentation en eau de secours** chacun des 58 réacteurs français, ainsi que de doter chaque site nucléaire d'un **bâtiment bunkerisé** servant de centre de gestion de crise en cas d'accident.

Mais dans l'attente de ces travaux pharaoniques, nos centrales nucléaires continuent de fonctionner, telles des Titans dotés de canots de sauvetage en nombre insuffisant pour tous les passagers. C'est un risque inacceptable !

L'humanité est témoin de la **gravité croissante des accidents nucléaires**, de Three Mile Island (fusion partielle du cœur de réacteur) à Tchernobyl (explosion du cœur de réacteur nécessitant l'intervention sacrificielle de plusieurs centaines de milliers de personnes pendant plusieurs semaines), puis Fukushima (3 cœurs de réacteurs en fusion depuis un an, avec impossibilité totale de maîtriser la situation).

Une catastrophe nucléaire n'a jamais de fin. Elle marquerait dans leur chair ces générations futures auxquelles vous voulez donner la priorité, car **la radioactivité modifie l'ADN.** Compte tenu de l'exiguïté de notre territoire à l'échelle des émanations radioactives, les **femmes enceintes seraient forcées d'avorter**, sous peine de donner naissance à des **êtres humains monstrueux, comme ceux photographiés à Tchernobyl** par Paul Fusco.

L'économie serait dévastée, les récoltes rendues non comestibles. S'en serait fini de la gastronomie et des vins français. Ceux qui le peuvent partiraient le plus loin possible, mais **seraient ruinés car la valeur de leur patrimoine immobilier chuterait immédiatement et irrémédiablement.** Quant aux autres, ils seraient livrés à eux-mêmes, **aucune évacuation totale de la population n'étant possible.**

Je refuse d'être l'otage d'un tel niveau de risque.

Certes, le gouvernement japonais tente par tous les moyens de « **sauver la face** » pour faire croire à sa population et au monde entier qu'il suffit d'arrêter tous les réacteurs en un an, comme il est en train de le faire, pour résoudre l'inextricable situation. Mais la réalité est toute autre : **le riz est contaminé, le thé est contaminé, des enfants commencent à avoir de la radioactivité dans leur corps.** Cette catastrophe n'aura jamais de fin.

C'est pourquoi, si vous devenez président de la République Française, il vous faudra éviter à tous prix, sur le sol français, le cauchemar d'un accident qui ruinerait notre pays.

L'arrêt des centrales est la seule garantie de « sûreté » nucléaire.

Quitte à mettre la main à la poche, je préfère que ce soit pour **isoler mon logement** ou **abandonner le chauffage électrique** afin de **réduire ma consommation**, plutôt que de jeter mon argent dans le puits sans fond d'un renforcement des circuits de secours des centrales nucléaires, dont rien ne garantit qu'ils seront à la hauteur en cas de problème.

Si un tsunami ou un tremblement de terre sont improbables sur le sol français (quoique la centrale du Tricastin serait mise à mal en cas de nouveau séisme identique à celui survenu en Provence le 11 mars 1909, une date qui n'est pas si lointaine...), **la rupture de l'alimentation électrique ou de l'alimentation en eau, cause d'accident nucléaire, pourraient être causés, en France, par une tempête ou par la sécheresse.**

Notre territoire n'est pas à l'abri d'un phénomène climatique exceptionnel aux conséquences dramatiques. Comme vous le savez, la catastrophe a été évitée de justesse au Blayais en 1999, à 42 kilomètres de Bordeaux. Mais rien ne prouve que si un tel incident se reproduisait aujourd'hui, son issue serait encore favorable.

Car en effet, depuis plus de deux décennies, la **sous-traitance** a eu un tel **impact négatif sur les interventions de maintenance et les contrôles qu'un retour à l'emploi direct des techniciens par EDF, bien qu'il soit nécessaire**, ne suffirait pas à garantir la France contre un accident nucléaire (voir *Les dossiers du Canard Enchaîné* n° 121 : « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 47-49).

42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans en mai 2017 (voir les tableaux en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**).

Vous serez donc acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire et aurez la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 30 ans, ou lancer la construction d'EPR, au coût unitaire de **6 milliards d'euros**, qualifié de « **réacteur le plus dangereux du monde** » par le groupe d'experts Global Chance le 8 décembre 2011, et dont nul ne sait *si* et *quand* il fonctionnera (voir les révélations des *Dossiers du Canard*, p. 42-44).

Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais et de **construire rapidement des centrales au gaz pour gérer la transition avec les énergies renouvelables** ?

EDF a mis à l'arrêt ses **centrales électriques alimentées par le fioul lourd** issu des raffineries du groupe pétrolier Total, situées sur le sol français. Il serait judicieux, pour réduire notre « dépendance énergétique », de remettre en service ces centrales en les

équipant de nouveaux filtres antipollution et de systèmes de désulfuration performants.

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. Philippe de Ladoucette, le président de la Commission de régulation de l'énergie, a annoncé le 16 janvier 2012 une augmentation prévisible de 30 % du prix de l'électricité d'ici 2016. **Combien de familles ne pourront plus se chauffer dans cinq ou dix ans si le nucléaire, et son corollaire le chauffage électrique, restent le premier choix de la France ?**

Dès 2012, il vous faudra élaborer un **calendrier opérationnel de remplacement des centrales nucléaires, région par région.**

Quant aux **salariés** et aux **sous-traitants** des centrales nucléaires, il convient de les rassurer sur leurs **perspectives d'emploi en cas d'arrêt de la production nucléaire : nous aurons besoin d'eux pour prendre en charge le démantèlement des sites**, dont la durée vraisemblable est de 30 ans. Cette perspective sera pour eux certainement plus souriante que de devenir des liquidateurs en cas d'accident (17 000 travailleurs sont d'ores et déjà intervenus à Fukushima !)

Une autre raison de préparer énergiquement l'arrêt de l'ensemble des centrales française dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.**

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que le Franciliens ont encore, aujourd'hui, de l'eau potable au robinet. **Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.**

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de **refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants.**

Monsieur Hollande, vous qui avez mis la jeunesse au cœur de vos préoccupations, **vous ne pouvez pas lui imposer ce fardeau !** Pour « ré-enchanter » véritablement son avenir, vous devez ôter cette épée de Damoclès qui lui obscurcit l'horizon !

Le recours aux **énergies renouvelables** est la **seule option durable**. Et la France dispose du **deuxième gisement éolien et solaire** d'Europe.

De plus, j'attire votre attention sur le fait que les pays qui n'investissent pas, dès aujourd'hui, dans les énergies renouvelables (Recherche & développement, fabrication) seront un jour définitivement dépendants de ceux qui ont compris la nécessité économique d'un tel virage, comme l'Allemagne.

Je me permets également d'attirer votre attention sur le fait que les bouleversements climatiques en cours n'affectent plus désormais uniquement des pays pauvres ou des zones faiblement peuplées, comme ce fut le cas durant plusieurs décennies.

2011 nous en a donné de multiples preuves : **ouragan à New York, inondations à Bangkok**, et jusqu'à **40.000 personnes privées d'électricité** dans les tout premiers jours de 2012, **en France**, à la suite de vents violents...

Du reste, un **accident nucléaire classé niveau 1** par l'ASN s'est produit le 12 septembre 2011 à Marcoule, dans le Gard : **l'explosion d'un four de fusion** pour métaux faiblement radioactifs, qui a provoqué la mort d'un ouvrier et blessé quatre autres, dont un jeune homme de 28 ans, brûlé à 80 % et transféré à l'hôpital militaire Percy de Clamart, qui dispose d'un service spécialisé pour les blessés contaminés par la radioactivité. Les circonstances de l'accident ont été révélées le 26 octobre 2011 par le *Canard Enchaîné*, p. 5. Les voici.

Dix jours avant l'explosion, l'alimentation électrique de ce four est tombée en panne pendant une coulée, mais au lieu de suivre la procédure, qui consiste à vider le four de son contenu partiellement fondu avant de le remettre en service, il a été rallumé le 5 septembre alors qu'il contenait 4 tonnes de ferraille refroidie. Nouvelle panne, pendant laquelle le site a reçu, le 8 septembre, la visite d'un inspecteur de l'IRSN. Lequel n'a détecté aucune anomalie, la panne du four ne lui ayant pas été signalée.

Après le remplacement d'une pièce, ce four a été remis en fonctionnement le lundi 12 septembre à 8 h du matin, alors qu'il était toujours plein. Et au lieu d'une heure normalement, on l'a fait fonctionner à plein régime pendant 3 heures. La combustion n'étant toujours pas correcte, cinq travailleurs ont pénétré dans le four, équipés de combinaisons ignifugées et coiffés de heaumes étanches alimentés en oxygène pour briser, au moyen de barres à mines, la croûte de métal qui s'était formée et empêchait la combustion.

L'explosion s'est produite quelques minutes plus tard, tuant un homme sur le coup et blessant grièvement les quatre autres. Le pilote à distance du four, qui aurait normalement dû être épaulé par ses supérieurs pendant l'entrée des fondeurs, était seul à ce moment là.

Pourquoi cet accident s'est-il produit ? Parce que, **sur les 180 salariés de CENTRACO**, qui appartient à SOCODEI, **filiale d'EDF, il ne s'en est pas trouvé un seul pour faire respecter les consignes** du fabricant allemand du four !

Nul ne peut donc se gargariser avec « le nucléaire français, le plus sûr du monde ».

J'espère que vous voudrez bien prendre en compte les informations importantes contenues dans cette lettre, que je vous adresse en recommandé AR pour vous montrer tout le poids que je lui accorde.

Dans l'attente votre réponse, je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Annie Lobé,

Journaliste scientifique

PS : Vous avez indiqué votre intention de fermer la centrale de Fessenheim. C'est bien, mais cela ne va pas suffire. En examinant avec attention le Palmarès ci-joint, vous vous apercevrez que les centrales les plus récentes (Civaux, Cattenom) ont d'ores et déjà autant d'incidents annuels que les plus vieilles (Fessenheim, Tricastin).

PJ : - Lettre que j'adresse ce jour à Monsieur André-Claude Lacoste, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire et article *Avis de tempête*
- Palmarès en 2025 des 29 très grandes villes à risque nucléaire
- Article : *Risque nucléaire : Et la France ?*

SantéPublique éditions

Le 14 mars 2012

(Extraits de la) Lettre ouverte à

Monsieur François Hollande
Candidat à l'élection présidentielle
Siège de Campagne
59, avenue de Ségur
75007 PARIS

Objet : **Nucléaire et présidentielle**

N/Réf : 12/008

Monsieur,

[Dimanche dernier, après le meeting de M. Sarkozy à Villepinte, deux personnes] m'ont lancé agressivement : « **L'accident nucléaire, ça n'existe pas !** » Je me suis fait la réflexion qu'il faut être ainsi dans le déni pour rester pro nucléaire après Fukushima.

Malheureusement, avec le vieillissement de nos centrales, un accident nucléaire en France est à la fois certain, prévisible et inéluctable.

Saviez-vous que nos centrales ont été construites pour **durer 25 ans et non pas 30 ans** comme on voudrait nous le faire croire ? M. Henri Gaino, lui, le sait. C'est ce qu'il m'a dit après le meeting à Villepinte, au moment où je lui donnais les deux lettres ci-jointes adressées à M. André-Claude Lacoste, président de l'Autorité de sûreté nucléaire, les 23 janvier et 29 février derniers. Il m'a assuré qu'il allait les examiner avec attention. J'espère que vous en ferez autant ?

(Ci-joint également le courrier qu'André-Claude Lacoste m'a fait envoyer en réponse à ma lettre du 23 janvier, y joignant son rapport de 2010 et soulignant les pages sur lesquelles figuraient les défauts de nos centrales vieillissantes).

Vous comprendrez qu'en garantissant la France contre un accident nucléaire, vous défendrez le nucléaire plus efficacement que M. Sarkozy.

C'est d'ailleurs ce que **vous pourriez expliquer aux téléspectateurs, jeudi soir** dans le dernier *Des paroles et des actes* de David Pujadas (la série touche à sa fin) : en arrêtant les vieilles centrales, **vous protégerez EDF** contre le sort fait à son homologue japonais Tepco, responsable de la catastrophe nucléaire à Fukushima, à qui **42 actionnaires réclament 51 milliards d'euros d'indemnités** dans le cadre d'une procédure judiciaire, tandis que sa **capitalisation boursière a été divisée par 10** depuis le 11 mars 2011, ce qui représente virtuellement un manque à gagner de 35 milliards d'euros, et alors que les **pertes enregistrées fin mars 2012 devraient**

s'élever à 7 milliards d'euros, malgré l'aide qu'il a reçu de l'Etat pour faire face aux 16,4 milliards d'euros de dédommagement qui lui ont été demandés jusqu'à présent et alors que le gouvernement devrait lui adresser prochainement 9,69 milliards d'euros supplémentaires (*Direct Matin* n° 1045, 8 mars 2012, p. 17 ; voir la copie ci-jointe).

En cas d'accident nucléaire en France, la menace d'avoir à verser des indemnités pharaoniques ne viendra pas des actionnaires d'EDF mais plus sûrement des Etats voisins, et plus particulièrement de l'Allemagne.

Vous pourrez le dire clairement : en cas d'accident nucléaire, EDF serait ruinée.

Et la France aussi : **sa balance commerciale déjà déficitaire de 70 milliards d'euros s'effondrerait encore plus**. Ainsi le Japon, qui avait une balance commerciale largement excédentaire depuis plus de dix ans, est devenu déficitaire en 2011 et cela est largement imputable à la catastrophe nucléaire, puisque d'autres séismes majeurs non suivis d'une catastrophe nucléaire n'ont pas eu cet effet.

Vous pourrez expliquer aux 15 millions de retraités français, qui sont pour la plupart pro nucléaires, **qu'en arrêtant les vieilles centrales vous défendrez aussi la production agricole et viticole française contre la contamination certaine irréversible** qui ne manquerait pas de se produire en cas d'accident nucléaire.

Vous pourrez informer les téléspectateurs **qu'aujourd'hui, les Japonais qui ne veulent pas ingérer de la nourriture contaminée sont obligés d'acheter leurs aliments, de les faire tester, puis de les jeter s'il s'avère qu'ils sont contaminés**. Ceux qui n'ont pas les moyens de le faire sont contraints de se nourrir dans l'angoisse de s'empoisonner.

C'est ce qu'a révélé Haruko Boaglio le **1^{er} février 2012 lors de la conférence de presse organisée par le réseau Sortir du nucléaire à Paris**. Cette jeune femme qui habitait à 45 km de la centrale de Fukushima Daiichi a quitté le Japon le 19 mars 2011 avec sa fille de 4 ans et son mari français. Elle est retournée chez elle fin juillet 2012 pour prendre quelques effets personnels et rendre les clés de la maison qu'elle louait.

(Voir la vidéo ci-jointe sur le CD, que je n'ai pas encore mise en ligne. Plusieurs dizaines de journalistes avaient été contactés pour assister à cette conférence de presse. Les seuls médias français à avoir fait le déplacement étaient *Metro* et RFI. C'est la conséquence de ces pages et bandeaux publicitaires aux couleurs d'EDF que vous voyez depuis avril 2011 dans chaque journal et magazine).

Cette réalité ô combien inquiétante sur le plan sanitaire m'a été confirmée la semaine dernière par un groupe de touristes japonaises en visite à Paris. Elles m'ont également **confirmé la chute de l'immobilier à Tokyo depuis la catastrophe de Fukushima**, sans toutefois être en mesure d'en préciser l'ampleur.

Les conséquences en France d'une catastrophe nucléaire seraient tout aussi fatales au plan économique. Les **exportations agricoles, fer de lance de notre balance commerciale**, seraient réduites à néant. **C'en serait fini de la gastronomie et des vins français**. Le **marché immobilier chuterait**, comme cela se produit actuellement

à Tokyo. Les propriétaires immobiliers **seraient ruinés car la valeur de leur patrimoine s'effondrerait irrémédiablement**. Quant aux autres, ils seraient **livrés à eux-mêmes, aucune évacuation totale de la population n'étant possible**.

Vous pourrez expliquer aux 5 à 6 millions qui vous regarderont que les conséquences économiques d'une catastrophe nucléaire sont plus graves dans le monde occidental capitaliste qu'elles ne l'ont été à Tchernobyl, où l'Etat était propriétaire de tout.

Si vous êtes réélu président de la République Française, il vous faudra éviter à tout prix, sur le sol français, le cauchemar d'un accident qui ruinerait notre pays.

L'arrêt des vieilles centrales est la seule garantie de cette « sûreté » nucléaire.

Votre livre paru la semaine dernière et un tract qui m'a été remis samedi dernier sur un marché m'indiquent que votre position sur le nucléaire n'a pas varié : vous n'envisagez que de fermer la plus vieille centrale française de Fessenheim (34 ans déjà), repoussant à 2025 la perspective de réduction de la part du nucléaire de 75 à 50 % dans le mix électrique.

(...)

J'ignore **combien de personnes vous ont adressé une lettre inspirée du modèle** figurant sur le site www.santepublique-editions.fr pour vous demander de **vous engager sur la sortie du nucléaire en échange de leur suffrage dès le premier tour**.

(...)

Mon souhait est que **tous les anti nucléaires de France et de Navarre se fassent connaître directement auprès de vous**. Mais tous n'ont pas encore compris que **c'est vous qu'il faut convaincre**, afin qu'un jour votre Premier ministre promulgue ces **décrets protecteurs visant la fermeture de nos vieilles centrales**.

(...)

En un an, **EDF et Areva ont réussi à faire retomber le soufflet du doute populaire** qui s'était levé l'année dernière après l'accident de Fukushima. (Ce dimanche, une professeure d'Allemand m'a appris que dans la tour Areva à La Défense, il y a un étage entier de salariés qui ont pour unique mission de faire en sorte que les médias parlent le moins possible du nucléaire !)

Fermer les centrales n'est peut-être plus un bon argument électoral (...).

J'espère en revanche que **même si vous estimez impossible de modifier votre position sur le nucléaire avant les élections, vous le ferez après, et suffisamment tôt pour éviter un accident sur le territoire français**.

Dans l'attente votre réponse, je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Annie Lobé,
Journaliste scientifique**

PS : Un arrêt d'urgence a eu lieu samedi à Cattenom, et c'est le troisième depuis un mois sur le réacteur n° 2 (cf. *Direct Matin*, n° 1047, lundi 12 mars, p. 10, ci-joint).

Lettre d'Annie Lobé à François Hollande, le 14 mars 2012, page 3.

- PJ :
- Flyer : *Accident nucléaire = chute de l'immobilier*
 - Lettres des 23.01 et 29.02 à Monsieur André-Claude Lacoste, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, et réponse de l'ASN du 6 février 2012
 - Photographies de Paul Fusco ;
 - *Direct Matin* n° 1045, jeudi 8 mars 2012, p. 17 ;
 - *Direct Matin*, n° 1047, lundi 12 mars 2012, p. 10 ;
 - CD : vidéos de la conférence de presse du 01.02.12 ; Haruko Boaglio, Yuki Takahata, auteur-traductrice et Charlotte Migeon, porte parole du réseau Sortir du Nucléaire (ce CD sera déposé demain à Solférino)
 - Article : *Daddy's capitalism is over*